

Forum international

« Veille sanitaire et réponse en territoire insulaire »

Discours de Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI

11-13 juin 2013, La Réunion

Madame la directrice générale de l'Agence de santé océan Indien,

Madame la représentante de l'Organisation mondiale de la Santé à Madagascar,

Mesdames et Messieurs les représentants des ministères de la Santé de l'Union des Comores, de Madagascar, de Maurice, de la France/Réunion et des Seychelles,

Monsieur le directeur de l'Agence Française de Développement Réunion,

Madame la directrice adjointe du Département de Coordination des Alertes, InVS

Messieurs les points focaux du projet de Surveillance et d'Investigation épidémiologique (RSIE)

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,



Je me réjouis, en tant que Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, et à plus d'un titre, de participer aux travaux de ce premier forum international sur la veille sanitaire en milieu insulaire.

Je suis heureux d'être parmi vous d'abord parce que ce forum a lieu dans l'Indianocéanie mais avec la participation d'autres régions du monde comme les Caraïbes et le Pacifique. Je viens d'apprendre que nous avons une délégation de Cuba, île qui a tout à nous apprendre en matière de santé. Ensuite parce qu'il se tient dans cette belle île de La Réunion, six ans après l'électrochoc du chikungunya. Et enfin parce que cette co-organisation avec l'Agence régionale de Santé de l'océan Indien (ARS-OI) concrétise parfaitement ce que la mutualisation des moyens au sein de notre région peut apporter à l'ensemble des populations.

Je me réjouis enfin parce que ce forum est une nouvelle et belle occasion de démontrer la valeur ajoutée de la Commission de l'océan Indien (COI) face aux risques sanitaires transfrontaliers. Et pour ce faire, nous savons pouvoir compter sur l'engagement et l'expertise de



l'ARS océan Indien que sa directrice, Madame de Singly, vient de nous le redire. Cette collaboration qui continuera à se renforcer participera, j'en suis convaincu, de l'amélioration de la santé publique dans notre région.

Mesdames, Messieurs,

Nous savons, cela vient d'être dit, que depuis quelques années, de nouvelles maladies infectieuses font leur apparition. D'autres, anciennes, resurgissent, notamment suite à des catastrophes naturelles. Pour nos îles, vulnérables par nature, cette mondialisation des maladies infectieuses, s'il est permis de parler ainsi, dépasse la problématique strictement sanitaire. C'est effectivement un enjeu global de développement. Le Dr Gallary nous disait avec raison qu'il fallait tenir compte des conséquences économiques et sociales.

A la COI, cette menace qui pèse sur nos populations est un motif de grande inquiétude. L'engagement de notre organisation en faveur de la santé publique de nos pays membres – l'Union des Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles, s'inscrit dans le



droit fil de notre mission : la création d'une Indianocéanie durable, sereine, sécurisée et solidaire.

Ce premier forum international sur « la veille sanitaire et la réponse en territoire insulaire », veut souligner l'importance et la pertinence d'une approche régionale des enjeux de santé dans nos îles. Il est évident, mais il n'est pas suffisamment reconnu, que les organisations régionales sont plus à même d'impliquer les acteurs nationaux de la veille sanitaire, de constituer et d'animer un réseau régional, de renforcer les capacités des pays les plus vulnérables, ou encore de mobiliser les partenaires techniques et financiers.

A travers les différentes sessions de travail programmées, nous aurons l'occasion de voir combien la mise en réseau de nos institutions et des acteurs de la santé, l'échange d'informations, et l'utilisation des nouvelles technologies sont autant de moyens nécessaires et efficaces dans la veille sanitaire mais aussi dans notre capacité de riposte. Ce qui est fondamental.



C'est un véritable défi que nos organisations régionales ont à relever.

Dans notre région, comme on l'a déjà dit, l'ampleur inattendue et dramatique de l'épidémie de chikungunya en 2007 et 2008 a été un véritable révélateur et un catalyseur. Un révélateur de notre vulnérabilité amplifiée par l'interconnexion grandissante entre nos îles et de l'Indianocéanie avec le plus vaste monde ouvrant la voie à des flambées épidémiques. Mais aussi, un catalyseur parce que cet épisode a été l'occasion d'une prise de conscience à tous les niveaux, qu'il s'agisse des décideurs, des populations, ou des services de surveillance sanitaire. Il fallait donc agir, et vite.

Bien qu'elle ait déjà conduit des projets sur la santé, la COI s'est pleinement engagée dans cette mission. C'est ainsi que depuis 2007, avec le soutien actif de l'Agence française de développement (AFD), la COI a conduit un projet de Surveillance et d'Investigation épidémiologique (le projet RSIE) dont l'une des principales réussites est la constitution d'un réseau de



surveillance épidémiologique et de gestion des alertes dans nos cinq pays membres, plus connu sous le nom du réseau SEGA/COI.

Comme vient de le rappeler Monsieur le directeur de l'AFD Réunion, ce programme qui se termine a été un grand succès. Il est, à mes yeux, très emblématique de l'indispensabilité de la coopération régionale. Il n'aurait pas été possible sans une organisation régionale qui le porte. Ce projet a permis de créer les conditions favorables et pérennes au partage d'expériences, au transfert de compétences, à la mutualisation des informations, sensibles on l'a dit, et des moyens, à la détection précoce des cas suspects et à la communication rapide de l'information. Aujourd'hui, l'Indianocéanie est mieux armée face à une éventuelle flambée épidémique grâce, entre autres, au travail de terrain répété semaine après semaine par les points focaux de ce réseau. Mais nous ne devons pas relâcher nos efforts.

Le nouveau projet Veille sanitaire de la COI, soutenu une fois de plus par l'AFD à hauteur de 6 millions



d'euros, capitalisera donc sur nos acquis, et plus encore, il les consolidera. L'objectif de la COI est de disposer éventuellement d'une unité technique de veille sanitaire et épidémiologique. A l'horizon de 2017, nous espérons ne plus être dépendant de l'expertise mobilisée sur un projet mais de disposer d'une unité régionale spécialisée au sein de notre Secrétariat général. On espère que l'expertise et le soutien ne sera plus aléatoire mais fréquent et programmable au sein de la COI. C'est donc une étape d'autonomisation et de renforcement de nos capacités techniques que nous enclenchons.

Notre nouveau projet Veille sanitaire pourra s'appuyer sur le réseau SEGA qui vous sera présenté lors la première session de travail. Ce réseau sera enrichi d'une compétence en santé animale conformément à la stratégie « Une seule santé » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En effet, nos îles sont particulièrement vulnérables face à des maladies qui sont, comme Madame la responsable de l'OMS vient de le rappeler, à 75%



d'origine animale. C'est dans ce contexte que la COI et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), basé à La Réunion, coopèreront. Ce n'est pas le seul projet sur lequel nous avons l'intention de coopérer, si nos amis malgaches nous l'autorisent.

Mesdames, Messieurs,

L'indispensable connexion au monde de nos îles fragilise nos espaces clos aux moyens souvent limités. Il ne fait donc pas de doute que l'approche régionale est nécessaire dans la prévention et la gestion des alertes sanitaires. Il s'agit de concertation, de coordination, de partage ; bref de solidarité, et la solidarité c'est la raison d'être de la COI.

La COI, au même titre que les organisations régionales des bassins insulaires ici représentés, apporte en effet une plus-value indéniable dans la gestion des enjeux sanitaires. C'est à notre niveau qu'une impulsion commune peut déboucher sur une politique publique régionale en santé, ou à tout le moins, sur une



mobilisation mutuellement bénéfique plus apte à répondre à des enjeux communs.

Dans cette mission, la COI se réjouit d'avoir pu fédérer et de compter sur des partenaires techniques, scientifiques et financiers aux rôles complémentaires. A l'Agence de Santé océan Indien (ARS-OI), à la Plateforme d'intervention régionale de la Croix rouge française dans l'océan Indien (PIROI), à la Cellule interrégionale d'épidémiologie (CIRE), au CIRAD, au Centre de recherche et de veille océan Indien (CRVOI), à l'Institut Pasteur de Madagascar, aux bureaux de l'OMS dans nos pays membres, et à l'AFD, notre bailleur grâce auquel nous allons vers un réseau régional intégré de surveillance des maladies, j'exprime nos plus vifs remerciements.

Je tiens aussi à saluer la mobilisation et la participation des acteurs de la veille sanitaire des Caraïbes et du Pacifique, notamment celle de l'Agence de santé publique de la Communauté des Caraïbes et du Département de santé publique de la Communauté du Pacifique sud. L'implication inédite de toute cette



expertise sur la veille sanitaire et la réponse en territoire insulaire sera l'occasion d'un partage d'expériences utile et, on peut s'y attendre, le début d'un dialogue interrégional soutenu.

C'est pourquoi je pense que cet événement doit être réédité. J'invite nos amis des Caraïbes et du Pacifique à prendre le relai de cette initiative conjointe de l'ARS, du CIRE, et de la COI, avec l'appui sûr et non plus aléatoire de l'AFD.

Ensemble, nous avons les moyens de sécuriser nos îles. C'est l'objectif que nous nous sommes fixés à la COI. Par nos actions en faveur de la santé publique, nous créons les conditions à un développement durable et harmonieux de l'Indianocéanie. Il en est de même dans les autres régions insulaires.

Nous serons très attentifs à vos travaux. Je déclare ouvert ce premier Forum international et je vous remercie de votre attention.